



## Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Projet de création de l'association "Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE) Occitanie" - Adhésion - Désignation - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA), la Préfecture de Région Occitanie a répondu à l'appel à projets « *Développement de l'open data dans les territoires* » en présentant un projet de création d'une Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE).

L'idée du projet « SCOPE Occitanie » est de développer un « hub de la commande publique » : cet espace proposera en un point unique, dématérialisé, la diffusion et l'échange d'informations relatives aux marchés publics des acheteurs publics en région Occitanie (Etat, collectivités territoriales, opérateurs, fonction hospitalière...). Ce projet a été retenu et bénéficie d'un financement de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 130 000 €.

La Préfecture de Région a souhaité s'inscrire dans une démarche partenariale sur ce projet en sollicitant les collectivités de la Région, dont Montpellier Méditerranée Métropole, pour concevoir et réaliser cette plateforme. A ce titre, une convention de partenariat a été conclue début 2019 prévoyant la collaboration à ce projet de la Préfecture de Région, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, la CCI Occitanie, le Sicoval et la Métropole de Montpellier. Le travail a été continu depuis.

Une première version de la plateforme a été inaugurée avec succès le 21 janvier dernier ([www.scope-occitanie.fr](http://www.scope-occitanie.fr)).

Elle permet aux entreprises d'accéder en un seul point, public et gratuit, à l'ensemble des avis de publicités publiés par les entités publiques de la Région. Elle permet également à ces entités de publier leur programmation d'achat afin de permettre aux entreprises d'anticiper sur les appels d'offres à venir.

La convention de partenariat prévoyait la réunion d'un Comité stratégique composé d'un représentant de chaque membre, chargé de connaître les avancées du projet et de prendre les décisions concernant les étapes stratégiques de celui-ci. A ce titre, le Préfet de Région, par courrier en date du 22 janvier 2020 a sollicité l'ensemble des membres pour une réunion de ce Comité Stratégique le 27 février 2020.

A l'occasion de cette réunion, a été actée la pérennisation du projet via la création d'une association gestionnaire à laquelle chaque collectivité viendrait adhérer et qu'elle pourrait subventionner. Les statuts ont été finalisés et les membres fondateurs du projet ont commencé, chacun, à délibérer pour les approuver et adhérer à l'association. Par ailleurs, de nombreux autres donneurs d'ordre publics se sont d'ores et déjà manifestés pour s'associer à la démarche.

Le projet de SCOPE est un réel atout en termes de visibilité pour l'accès des PME à la commande publique.

A ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole est le seul membre « fondateur » n'étant pas situé en Midi Pyrénées.

Il est aujourd'hui important de consolider la participation de la Métropole à ce projet d'intérêt public en participant à la création et à la gestion de l'association chargée de développer cet outil.

Il est proposé d'attribuer à la nouvelle association une subvention annuelle d'un montant de 20 000 €.

En application des statuts de l'association, il est également proposé de désigner deux personnes (un élu et un technicien de la commande publique) pour représenter la Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Jean-François AUDRIN et Monsieur le Directeur des Affaires juridiques et de la commande publique.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- d'approuver les projets de statuts de l'association Source de la Commande Publique Ouverte aux Entreprises (SCOPE) Occitanie ;
- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ;
- d'approuver le versement à l'association d'une subvention de 20 000 € au titre de l'année 2021 ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation de deux personnes pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association ;
- de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Monsieur le Directeur des affaires juridiques et de la commande publique, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157341-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- SCOPE Association Projets de statuts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.